

Bulletin d'histoire politique

Une expérience de l'extrême gauche au Québec : le Parti communiste ouvrier

Bernard Dansereau



Volume 13, numéro 1, automne 2004

Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec, 1973-1983 : un premier bilan

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055007ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055007ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dansereau, B. (2004). Une expérience de l'extrême gauche au Québec : le Parti communiste ouvrier. *Bulletin d'histoire politique*, 13(1), 25–35.
<https://doi.org/10.7202/1055007ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2004

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Une expérience de l'extrême gauche au Québec : le Parti communiste ouvrier

BERNARD DANSEREAU
Historien et chargé de cours

L'extrême gauche se développe de façon rapide au Québec au début des années 1970 et devient suffisamment importante pour représenter une force politique. Composée majoritairement de jeunes, elle reflète en bonne partie l'insatisfaction grandissante de beaucoup d'étudiantes, d'étudiants, de jeunes ouvrières, ouvriers, d'enseignantes, d'enseignants devant les injustices sociales et se pose en alternative politique face à l'absence de solutions crédibles des anciens partis communistes et l'échec des autres approches politiques. Les étudiantes, étudiants ne revendiquent pas uniquement une meilleure position sociale et de meilleures institutions pour eux-mêmes, ils contribuent à l'effervescence sociale.

Cette implication de la jeunesse se développe dans un climat social propice alors que le mouvement syndical québécois navigue dans une phase particulièrement radicale avec une multitude de grèves et d'affrontements avec l'État marquée par une politisation accrue des conflits. Les effectifs syndicaux se haussent notamment par l'adhésion des employées et employés de la fonction publique dont les négociations serrées concrétisent le radicalisme du mouvement syndical. S'ensuivent, marches, manifestations, manifestes projetant le mouvement syndical à l'avant-scène des revendications sociales et politiques.

De façon globale, l'essor de l'extrême gauche, que l'on retrouve dans la majeure partie des pays occidentaux dont la France et les États-Unis, s'insère donc dans une suite de prises de positions et d'interventions surtout de la jeunesse à la fin de la période dite des Trente glorieuses.

Au Québec, ce débat politique surgit en 1972, et va cristalliser les positions des militants de la gauche. L'échec de l'option terroriste du Front de libération du Québec incite deux de ses leaders historiques à formuler des positions divergentes sur l'évolution et les options possibles de la gauche québécoise. Pierre Vallières opte pour la voie électorale et prône l'entrée dans le Parti québécois (PQ), seul véhicule apte à ses yeux à opérer la jonction des militants souverainistes, syndicaux et populaires. S'y oppose farouchement Charles Gagnon qui, dans *Pour un parti prolétarien*, lance un appel

à la formation d'un mouvement marxiste-léniniste rejetant toute alliance, même tactique, avec le PQ. Cet appel aboutira dans la formation du groupe En Lutte! Les militantes et militants de la mouvance marxiste-léniniste prennent le relais de la gauche radicale nationaliste.

La voie terroriste s'étant révélée contre-productive comme véhicule pour préparer la grande révolution, les yeux se tournent alors vers la scène internationale où le phare asiatique suscite beaucoup d'espoir. Captiver par la Révolution culturelle en République populaire de Chine, cette confiance renouvelée dans la perspective de lendemains meilleurs s'ajoute aux luttes et aux victoires des peuples du Tiers-monde, notamment celle du Vietnam. La force d'attraction de la Chine de la Révolution culturelle, de l'appel à la jeunesse posent un modèle alternatif bien sûr au capitalisme mais aussi à la vision du changement social telle que proposée par l'URSS et les pays du bloc socialiste.

Le modèle issu de la Révolution russe continue de représenter le phare idéologique alors que le socialisme réel, tel que vécu en Union soviétique et dans les pays du bloc soviétique, suscite méfiance voire réprobation. En ce sens, le Parti communiste canadien n'offre plus depuis longtemps l'alternative souhaitable. En dépit de ce constat négatif, le mouvement marxiste-léniniste québécois et canadien réaffirme la nécessité d'une avant-garde disciplinée susceptible d'entraîner les travailleuses et les travailleurs vers la création d'un État socialiste. Il valorise donc un retour aux principes politiques de base à l'origine de la formation du parti bolchevique (Parti communiste de l'Union soviétique) puis de l'Internationale communiste (IC).

Au Québec comme ailleurs, le jeune mouvement marxiste-léniniste représente, au début des années soixante-dix, la montée d'un courant de contestation globale de la société issu des luttes de la jeunesse de la fin des années soixante et partisan de changements radicaux de la société.

LES ORGANISATIONS QUI PRÉCÈDENT LA LIGUE COMMUNISTE

C'est à l'automne 1975 que trois petites organisations politiques mont-réalaïses se fusionnent pour former la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada (LCMLC). Ce sont le Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec (MREQ), la Cellule militante ouvrière (CMO) et la Cellule ouvrière révolutionnaire (COR).

Profitant de la grève des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal), en 1971, un noyau d'étudiants intervient pour dénoncer ce qu'il appelle le caractère de classe de l'université. Par la suite, prenant contact avec d'autres étudiants de cégeps et d'universités, il fonde, en janvier 1972, le Mouvement

révolutionnaire des étudiants du Québec (MREQ). Bien que quelques individus du noyau original aient déjà appartenu au groupusculaire Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), le MREQ ne naît pas d'une scission de cette organisation. Basé au départ à l'UQAM, le MREQ essaime bientôt dans toutes les universités de Montréal, et dans de nombreux cégeps, où il participe aux luttes des étudiants, des professeurs et des employés. Il n'est donc pas, comme certains le croient, une émanation d'étudiantes et étudiants de l'Université McGill.

L'orientation politique du MREQ peut se résumer en trois volets: lutte contre l'école capitaliste, soutien aux luttes de la classe ouvrière et soutien aux luttes anti-impérialistes. Le journal *Le Partisan*, dont le premier numéro paraît dès janvier 1972, devient l'organe officiel de l'organisation.

Le MREQ est particulièrement actif au niveau du soutien aux luttes anti-impérialistes. Dès le début, la lutte des peuples indochinois mobilise une part importante de ses énergies. Des membres de la Librairie Ho Chi Minh, appartenant au MREQ, fondent le Comité de soutien aux peuples indochinois.

Un voyage en République populaire de Chine au printemps 1974, auquel certains de ses membres participent avec d'autres étudiants, lui permettra, à leur retour, d'exposer ses politiques notamment par une tournée de conférences publiques.

L'objectif central du MREQ demeure cependant la création d'un nouveau parti communiste de tendance maoïste au Canada. Pour préparer cette éventualité, il publie un certain nombre de textes d'orientation politique, dont *En avant pour la création de l'organisation marxiste-léniniste*, précisant sa pensée sur les tâches à accomplir et les étapes à franchir avant la création du parti politique. Ce document énonce aussi les principaux points de désaccord avec les autres groupes se réclamant du marxisme-léninisme, notamment le groupe *En Lutte!*, avec lequel, le MREQ a collaboré quelque temps. Le MREQ se fait également le promoteur de l'unification des forces marxistes-léninistes au niveau international. Il organise des rencontres avec des groupes communistes venant d'autres pays, notamment avec le groupe américain *October League*.

Deux autres groupes s'uniront au MREQ pour former la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Bien que provenant de groupes aux effectifs beaucoup moins nombreux que l'organisation étudiante, les dirigeants de ces groupes occuperont une place privilégiée dans la direction de la future organisation. La Cellule militante ouvrière, principalement composée d'étudiantes et d'étudiants de l'Université McGill, publie aussi des documents d'orientation dont surtout *Pour l'unification des marxistes-léni-*

nistes, paru en 1974. Le dernier groupe, la Cellule ouvrière révolutionnaire provient d'un quartier du sud-ouest de Montréal. Au printemps 1975, dans la foulée des autres groupes politiques, ce groupe plus enclin au débat politique qu'au travail de mobilisation, entreprend la publication de quelques documents d'orientation politique, dont *À propos des syndicats - classe contre classe*, mais participe peu à des actions concrètes. C'est l'époque, où du plus petit au plus important, chaque groupe politique publie un nombre parfois important de textes d'orientation politique. Tous les groupes veulent se démarquer pour mieux s'unir reprenant la proposition de Lénine dans la période de formation du parti bolchevique.

LA LIGUE COMMUNISTE (MARXISTE-LÉNINISTE) DU CANADA [LC(ML)C]

En novembre 1975, les trois organisations se regroupent et forment la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. La publication du *Document d'entente politique pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada* officialise et rend publique cette naissance. Cet énoncé de principes précise les bases du programme de la nouvelle organisation et souligne les divergences qui l'opposent aux autres groupes se réclamant du marxisme-léninisme. La Ligue inaugure en décembre la publication de son journal *La Forge*.

La Ligue ne se veut toutefois pas encore le Parti. Elle se donne comme objectif de préparer les conditions nécessaires à la formation du parti de la classe ouvrière. Pour atteindre cet objectif, la Ligue se fixe à la fois des tâches théoriques par l'étude et la diffusion de la théorie marxiste-léniniste et des tâches pratiques soit gagner les ouvrières et les ouvriers aux idées révolutionnaires. Dans cette perspective, on saisit la place qu'occupe la polémique avec les autres groupes qui se réclament du marxisme-léninisme ; principalement avec *En Lutte!* et *Mobilisation*. Si la Ligue nie à *Mobilisation* tout caractère marxiste-léniniste, elle accuse *En Lutte!* d'errer au niveau théorique. Elle systématise ses critiques dans la brochure *Le groupe En Lutte : dernier né des révisionnistes au Canada*, parue en mars 1979. Ces polémiques, souvent vitrioliques, se poursuivent également avec des groupes ontariens et de l'Ouest canadien se réclamant eux aussi du marxisme-léninisme. En parallèle, la Ligue cherche à se rallier des groupes populaires. Elle publie des brochures pour inciter les militantes et militants de ces organisations à se placer sous sa direction politique. Elle publie donc en 1976 *Contre le réformisme, pour une ADDS de lutte de classe* et *Luttons pour des comptoirs de lutte de classe*.

Ces querelles idéologiques donnent des résultats. Durant les années 1975 à 1979, de nombreux groupes vont se rallier aux deux principales organisa-

tions qui émergent de ces débats : la Ligue et En Lutte ! La lecture de *La Forge*, organe central de la Ligue, permet de suivre les ralliements à la LCMLC. Parmi ceux-ci, notons le groupe *Workers Unity* de Toronto ainsi que la dissolution de l'Agence de presse libre du Québec (APLQ), de Mobilisation et du Regroupement des comités de travailleurs (RCT), rassemblement de groupes politiques visant à encadrer et orienter les luttes de quartiers et dans les entreprises.

L'exemple de l'Agence de presse libre du Québec est significatif du ralliement des divers groupes. L'APLQ formée en 1968, fonctionne comme bureau de presse pour des groupes populaires et politiques jusqu'en 1971. Entre 1971 et 1973, l'agence publie un *Bulletin d'information* hebdomadaire *Bulletin* remplacé par le bimensuel intitulé *Le Bulletin populaire*. En 1974, l'Agence se joint au Regroupement des comités de travailleurs (RCT). En 1976, l'Agence procède à son autocritique sous la direction de la Ligue communiste et une partie de ses membres adhère à la Ligue. *Le Bulletin populaire* disparaît après une dernière livraison en mai 1976. À la fin de la période, la Ligue a considérablement augmenté son membership et accroît son audience.

La bataille idéologique, bien qu'occupant la place centrale, n'empêche pas la ligue de s'impliquer dans des luttes ouvrières et populaires. Ainsi, créée au moment où le gouvernement fédéral de Pierre Elliott Trudeau annonce sa politique de lutte à l'inflation concrétisée par le très impopulaire gel des salaires (Bill C-73), la Ligue fait de la dénonciation de cette politique son cheval de bataille. À travers ses assemblées publiques, ses publications, l'organisation cherche à mobiliser la population contre cette mesure impopulaire. Elle participe activement à la dernière grande grève générale au Canada, celle du 14 octobre 1976.

Deux luttes d'envergure suscitent ensuite une grande mobilisation des militants de la Ligue. À l'été 1977, la fusillade devant la minoterie Robin Hood, à Montréal, et la longue grève des employés de Commonwealth Plywood, à Sainte-Thérèse en 1978, ont été parmi les points forts dans le travail des militants. Piquetage aux portes des usines, distributions de tracts, manifestations d'appui et assemblées publiques, ces luttes galvanisent les énergies.

Sur la scène internationale, la Ligue poursuit le travail entrepris par le MREQ. La poursuite des contacts avec d'autres organisations traduit la place qu'entend occuper la Ligue dans le débat au sein des organisations se réclamant du marxisme-léninisme. La République populaire de Chine reste au cœur des préoccupations de la Ligue. Les trois voyages politiques organisés dans ce pays, qu'elle considère comme un phare, en témoignent.

Le continent africain prend une place importante dans le travail anti-impérialiste. La tournée canadienne de deux dirigeants du Congrès panafricain

d'Afrique du Sud (PAC), en décembre 1977, et la participation active aux journées de libération de l'Afrique témoignent de la place grandissante des luttes africaines dans les préoccupations de la Ligue.

Sur la scène politique québécoise, la Ligue cherche à se démarquer clairement du PQ qu'elle identifie à un parti bourgeois au même titre que le Parti libéral. À cette époque, le PQ bénéficiait d'un large soutien des milieux ouvriers et populaires. C'est l'époque du « préjugé favorable ». Aux yeux de la Ligue, la création d'un parti politique révolutionnaire passe nécessairement par la rupture de tous liens avec le PQ. L'élection du PQ place à l'ordre du jour la question de la souveraineté politique du Québec. Obligée de se démarquer du PQ, la Ligue ne peut pas et ne veut pas pour autant appuyer les positions du Parti libéral du Québec. La Ligue propose donc le mot d'ordre d'annulation lors des élections québécoises du 15 novembre 1976. Cette prise de position sur la scène québécoise est accompagnée par une dénonciation à travers tout le Canada, des travaux de la Commission Pépin-Robarts sur l'unité canadienne, alors qu'elle défend les préoccupations nationales du Québec.

La question nationale québécoise tend à prendre de plus en plus de place et va devenir une des composantes majeures de la politique de la Ligue. La Fête nationale des québécois, le 24 juin, sert de moment privilégié pour diffuser l'orientation politique de l'organisation qui maintient cependant que l'objectif final reste toujours la formation d'un Canada socialiste. En janvier 1979, la Ligue publie *La question nationale québécoise, le point de vue de la classe ouvrière*.

LE PARTI COMMUNISTE OUVRIER (PCO)

En 1979, la direction de la Ligue juge les conditions réunies et transforme l'organisation en parti politique, le Parti communiste ouvrier (PCO). Le congrès de fondation du nouveau parti se tient, lors de la fin de semaine de la Fête du travail, dans une ferme des Cantons de l'Est.

Cette fondation marque le lancement d'une large campagne publicitaire dont l'objectif est de faire connaître le plus largement possible la formation de la nouvelle organisation et présenter quelques-uns de ses principaux dirigeants. Des assemblées publiques sont tenues dans les principales villes canadiennes. À cette campagne de visibilité, se greffe une campagne de financement dont l'objectif de 100 000 \$ sera dépassé.

L'élection partielle dans le comté provincial de Maisonneuve à Montréal, en 1979, permet à Robert Côté, un travailleur du milieu hospitalier, de représenter publiquement le PCO pour la première fois. Il obtiendra quelques 260 votes.

Le PCO vise une présence canadienne. Il fonde le district des Maritimes en 1979. À Moncton, les militantes et militants du PCO recrutent sur le campus de l'Université de Moncton et auprès de la population acadienne. Le district agit aussi comme groupe de pression auprès des organismes acadiens telle la Société des acadiennes et acadiens du Nouveau-Brunswick et prend position sur les questions majeures comme le chômage. L'exemple des Maritimes se reproduit à l'ensemble du pays jusqu'en Colombie-Britannique, avec la formation de districts en Ontario, dans l'Ouest et en Colombie-Britannique.

Deux événements majeurs marquent l'année 1980 : les élections fédérales et le référendum québécois. Ces deux événements mobilisent l'ensemble du nouveau parti durant tout l'hiver et le printemps. Le PCO présente une trentaine de candidats aux élections fédérales, la grande majorité au Québec. Le référendum, à propos duquel le PCO avait refusé de s'aligner sur la solution du PQ, est un des événements qui générera les tensions internes à l'origine de la dissolution du Parti quelques années plus part. La revendication de l'indépendance du Québec était perçue comme un mot d'ordre bourgeois divisant la classe ouvrière canadienne devant le projet d'un éventuel Canada socialiste. C'est pour populariser cette orientation que le parti publie, en mars 1980, un supplément au journal *Défendons les droits du peuple québécois* et une brochure *La nation québécoise : une histoire de lutte*, ensuite traduite en anglais *Defend the Rights of the Quebec People*.

Les élections québécoises seront le point fort de l'année 1981. Le PCO y présente une trentaine de candidats. Les 5 000 votes recueillis sont perçus comme un succès. D'autres événements politiques prennent de l'importance : les élections ontariennes, la grève de Stelco à Hamilton, les problèmes des pêcheurs des Maritimes, etc.

Les événements internationaux et principalement ceux que connaît la Chine, préoccupent les militants du Parti. La remontée de Deng Xiaoping inquiète plus d'un militant, malgré l'optimisme de façade de la direction. L'opposition à l'impérialisme soviétique continue d'être le principal cheval de bataille dans l'agitation et la propagande internationales.

Au sein de l'organisation, une très large campagne idéologique appelée Mouvement d'éducation prolétarien (MEP) entreprise dès 1980, est axée principalement sur les connaissances de base de l'idéologie socialiste. Cette étude s'inscrit dans un plan de formation qui devait finalement culminer par le second congrès du PCO. Une session de formation sur la question nationale va être organisée entre février et juin 1980. En novembre 1980, débute une seconde série de cours du MEP qui va se poursuivre durant toute l'année 1981. Celle-ci traite de l'impérialisme, de la révolution ainsi que de la

supériorité du socialisme et de la nécessité du Parti. Fin 1981 et début 1982, un programme de formation sur la question des femmes mobilise toute l'organisation. Par la suite la préparation du congrès occupe le printemps 1982, de même que l'étude du rapport politique, d'un document sur la démocratie et le socialisme, d'une étude sur Joseph Staline et de l'ébauche d'une plateforme politique, d'un manifeste politique. Les discussions internes prennent le pas sur les grandes mobilisations.

LA DISSOLUTION DE L'ORGANISATION

Au retour des vacances d'été, une crise interne majeure va se dérouler et entraîner à brève échéance la disparition du PCO. Rien en apparence ne laisse prévoir une crise d'une telle ampleur. Les événements qui ont frappé En Lutte ! au printemps de la même année n'avaient pas semblé affecter les militants du PCO. La réalité va s'avérer tout autre.

Le catalyseur de la crise est la critique faite à Roger Rashi, président du PCO, à la réunion du Comité central qui se termine en septembre 1982. Certaines de ses méthodes de travail et de direction sont alors remises en question à l'intérieur de l'organisme dirigeant. La responsabilité des erreurs lui retombent sur les épaules alors que les autres membres du Comité central cherchent à se disculper. Le Comité central suspend Roger Rashi qui continue de nier tout manquement à la discipline et au bon fonctionnement du parti.

Plus profondément, c'est l'analyse de la situation politique canadienne et la publication du *Manifeste sur le socialisme* qui indisposent voire choquent les militants. L'ensemble des cellules critiquent fortement ces documents. On déplore aussi l'absence d'analyse et la faiblesse des perspectives de la direction, obsédée par « l'affaire Rashi », au point d'en perdre le contact avec la base.

Le PCO entre alors dans une période d'intenses discussions, d'évaluations et de critiques. *La Forge*, jusque-là très prudente dans ses jugements, se fait plus critique, en permettant notamment aux lecteurs de s'exprimer plus librement. Elle devient même totalement autonome de la direction politique de l'organisation dans ses derniers numéros.

L'ensemble du travail du Parti se fait alors au ralenti. Les départs se font nombreux, bien qu'inégalement répartis à travers l'organisation et frappent particulièrement au Québec, toujours le bastion de l'organisation du parti. Le Comité central, totalement coupé de sa base tente vainement de réagir. En aucun moment, les dirigeants n'ont eu une conscience claire de ce qui se passait dans les cellules. Une tentative de consultation s'organise *in extremis*, mais il est trop tard.

La crise à la direction déclenche une prise de conscience chez de nombreux militantes et militants. La victoire du socialisme tarde à venir, le ralliement stagne. L'ampleur du travail à accomplir, le temps passé en réunion et consacré aux autres tâches deviennent incompatibles avec les responsabilités familiales nouvelles de nombreux militantes et militants.

Au niveau international, la situation apparaît aussi précaire. Les principaux partis marxistes-léninistes connaissent des difficultés. En Chine, après la mort de Mao Zedong, et de plusieurs dirigeants historiques, la remontée de Deng Xiaoping est perçue comme un sérieux recul. L'arrivée de gouvernements aux orientations ultraconservatrices aux États-Unis, avec Ronald Reagan et en Grande-Bretagne avec Margaret Thatcher, laissent un goût amer, préfigurant la venue de Brian Mulroney.

À ceci s'ajoute des éléments politiques internes. Des divergences importantes apparaissent. La question nationale québécoise devient déterminante pour plusieurs. La politique d'annulation, mise de l'avant lors du référendum de 1980, est remise en question. Pour certains militants, surtout du Québec, l'indépendance du Québec représente un objectif auquel le PCO aurait dû s'identifier. De plus, plusieurs militantes perçoivent, malgré le discours, que la place faite aux femmes dans l'organisation est loin d'être satisfaisante. Si cet aspect paraît moins important qu'il ne l'a été dans le groupe En Lutte!, il est néanmoins bien réel.

Au début du mois de décembre 1982 se tient la conférence du district du Québec du PCO, réunion préparatoire au congrès de toute l'organisation. Cette réunion est importante parce que la section québécoise est de loin la section la plus importante du parti. Le déroulement de la rencontre montre bien l'état du Parti. Tout au long des délibérations, les militantes et militants assistent à des critiques, quelques fois très émotives, du fonctionnement du Parti. Des dirigeants sont hués. Dans les faits, cette assemblée marque le début de la fin du Parti. Des résolutions en ce sens y sont d'ailleurs présentées.

Malgré tout le second congrès du PCO se tient, en janvier 1983, à Montréal et réunit tout de même un bon nombre de militantes et militants. Il sera l'occasion pour les participants d'expliquer aux militants des autres régions canadiennes ce qui se passe véritablement au Québec. Ceux-ci, informés tout l'automne par les seuls dirigeants du Parti, avaient une vision incomplète de la réalité québécoise du PCO les empêchant de percevoir l'ampleur du mécontentement.

Le congrès ne vote pas la fin officielle du Parti, mais dans les faits, après l'épisode du congrès du district du Québec, c'est bel et bien la fin de l'organisation. Certains individus vont par la suite tenter de relancer un nouveau

mouvement marxiste-léniniste. Jamais les nouvelles organisations n'atteindront la force politique qu'a représentée le PCO.

BILAN

Les marxistes-léninistes québécois, communément appelés m-l, ont connu leurs heures de gloire au cours des années 1970. Aux débuts des années 1980, les groupes marxistes-léninistes s'écroulent, la disparition du PCO suivant de quelques mois celle du groupe rival En Lutte ! À l'intérieur des organisations, les militantes et militants prennent conscience de lacunes majeures de leur analyse quant à la compréhension des rapports sociaux. Les femmes entre autres remettent en question le modèle. La question de l'indépendance du Québec revient en force. À l'instar de ce qui se passait dans d'autres pays, de nouveaux mouvements d'allégeance féministe, écologiste ou gaie et lesbienne voient le jour et contestent le mode d'organisation et la philosophie des groupes marxistes-léninistes.

Au faîte de sa popularité, le PCO distribuait plus de 10 000 exemplaire de son organe d'information *La Forge*. Les débats, discussions et interventions que leurs militantes et militants ont institués marquent les années 1970, et ce, dans tous les milieux sociaux, notamment dans le mouvement syndical.

Les organisations marxistes-léninistes ont profité du courant de radicalisme qui animait l'ensemble des organisations ouvrières au début des années soixante-dix. La conjoncture a bien changé une dizaine d'années plus tard. Crise économique aidant, le mouvement ouvrier se replie sur la défensive devant l'offensive d'austérité de la bourgeoisie. Chômage, fermetures d'usines rendent les luttes plus difficiles. Le PQ s'enfarge dans sa stratégie référendaire étapiste, conduisant le mouvement nationaliste dans une impasse dont la morosité déteint sur l'ensemble des forces progressistes.

La lenteur des succès révolutionnaires à travers le monde, après la croissance rapide des organisations marxistes-léninistes des années soixante-dix, détournent de l'engagement militant devenu plus difficile et aux perspectives à plus long terme. La révolution ne paraît plus à l'ordre du jour et la conjoncture de plus en plus difficile restreignent les adhésions. La période euphorique des années soixante et soixante-dix est bel et bien terminée.

La disparition du mouvement marxiste-léniniste marque une seconde fin pour le romantisme révolutionnaire au profit de solutions plus pragmatiques, plus spécifiques. C'est le retour au Québec de l'option Socialisme et indépendance, largement combattue et mise en sourdine par les organisations marxistes-léninistes.

L'apparition et la croissance du mouvement marxiste-léniniste, dont le Parti communiste ouvrier va être le groupe le plus nombreux et le plus influent dans le mouvement syndical est le fruit d'une époque et doit être analysée dans son contexte. Ceux qui croient simplement que les militantes et militants de ces organisations ont quitté la sphère d'influence de l'Église pour une autre tout aussi « religieuse » font une lecture assez grossière. Faut-il rappeler que si cette analyse avait un sens, elle s'appliquerait tout aussi bien à tous ces individus qui ont abandonné la vision atavique de la Sainte Mère l'Église pour replonger dans celle de la Sainte Mère la Nation. Cette analyse n'a pas plus de sens que de croire que le mouvement m-l serait la création de forces fédéralistes n'ayant en tête que la lutte au « séparatisme » et cherchant à bloquer le PQ.

Le mouvement marxiste-léniniste, dont faisait partie le PCO, s'inscrit donc dans une perspective internationale et on ne peut faire l'économie d'en faire l'analyse en prenant en compte toutes les considérations.